

Le centre de nuit n'a pas séduit

La Belgique bouge

Le WTC a commencé à accueillir ses premiers migrants hier soir. Pourtant, ce n'était pas vraiment la grande foule au moment de l'ouverture des portes du bâtiment. De leurs côtés, les élus européens de la

N-VA ont fait une sortie commune pour réclamer, notamment, des contrôles aux frontières de la Belgique. Tandis que la Wallonie et Bruxelles réfléchissent aux actions à mener.

► Les demandeurs d'asile n'ont pas pris d'assaut le bâtiment du WTC mis à leur disposition.
► Manque d'information, contraintes, mais surtout, mesure « tardive et timide » sont autant de raisons de l'« échec ».

REPORTAGE

Il n'y aura pas eu de bousculade aux portes du bâtiment WTC III mis à la disposition des demandeurs d'asile. Le bâtiment, dépendant du fédéral, mais géré par la Croix-Rouge, a ouvert ses portes lundi à 18 heures pour accueillir 500 demandeurs d'asile enregistrés à l'Office des étrangers et disposant d'un rendez-vous dans les prochains jours. Vers 19 heures, seule une dizaine de personnes s'étaient présentées à l'immeuble. Toutes sont en Bel-

gique depuis deux jours et n'ont quasiment pas de contacts à Bruxelles ou dans le reste du pays.

Le bâtiment est aménagé pour abriter 500 personnes. Le centre dispose d'une infirmerie ouverte jusqu'à

23 heures, de chambres réservées aux familles et de toilettes, mais pas de douches ni de cuisine. Le bâtiment est en fait un « centre de nuit » qui ouvre ses portes tous les jours de 18 à 21 heures. Les occupants sont invités à quitter le centre à 8 heures du matin et de ne pas y laisser leurs affaires.

Des réticences

Mais le centre tant attendu n'a pas séduit. Nombre de réfugiés en ignoraient tout simplement l'existence. Des bulletins d'information en français et en arabe avaient pourtant été distribués aux personnes présentes au camp, se défend la Croix-Rouge, et ce, depuis plusieurs jours, tenant ainsi compte de la mobilité des occupants du camp et du constant renou-

vellement de sa population. Aussi, beaucoup de personnes présentes au parc ont fait part de certaines réticences, notamment au sujet des heures d'accès au bâtiment - les portes sont closes au-delà de 21 heures et le départ est obligatoire avant 8 heures.

Et toute sortie entre 18 et 21 heures requiert l'apposition d'un cachet sur leur papier. Des restrictions jugées contraignantes pour des jeunes qui apprécient la convivialité du camp

aux allures de petit village. En effet, différents services y sont proposés et des repas chauds distribués. Des activités sportives et des animations y sont régulièrement tenues. De toutes les personnes interrogées, seule une d'entre elles nous a fait part de son intention de rejoindre le centre après le souper, pour des raisons de fatigue et de maladie.

D'autres motifs se cachent-ils derrière la « déclinaison » de l'offre des pouvoirs publics ? Il semble. Les bénévoles, dont de nombreux réfugiés,

pointent du doigt la réaction « beaucoup trop tardive et timide » du fédéral qui aurait « abandonné à leur sort les réfugiés et délégué ses responsabilités aux citoyens ».

« Rester avec ceux qui les ont aidés »

Au sein du camp, du côté des bénévoles comme des réfugiés, la colère monte. Pour beaucoup, le « flop » de l'initiative du gouvernement n'est que le reflet de son refus d'assumer ses responsabilités. « Les migrants ne sont pas dupes. Ils ont compris. Ils ont choisi de rester auprès de ceux qui les ont aidés », nous déclare une militante des droits des réfugiés. La tension est palpable. Pour un bénévole,

les réfugiés ont compris ce qu'il appelle une « manœuvre » du gouvernement. « Les conditions d'accueil ne sont pas bonnes. Nous n'avons de cesse appelé à un traitement digne des réfugiés. Un "dortoir" n'en est un

pas un ! Le gouvernement espérait la ruée vers le centre pour faire croire qu'il vient à la rescousse des réfugiés tout en sachant qu'ils n'allaient pas apprécier les conditions d'accueil. De cette façon, on les fera passer pour des profiteurs ingrats et aux revendications illégitimes. »

S'il a montré des capacités d'organisation considérables, le mouvement citoyen autour de la question des migrants est-il en train de devenir un groupe de pression politique ? Elodie, porte-parole de la plateforme citoyenne, refuse d'entrer dans une telle considération. « La mobilisation citoyenne est sans précédent. Il faut rester solidaires. Quant à la politique, nous l'avons appelé et réitérons notre appel pour qu'il prenne en charge le dossier des migrants mais dans sa globalité. Le déplacement de population est une réalité à laquelle il va falloir s'y faire. Stopper la migration est impossible. Il va falloir revoir toute la politique migratoire pour s'adapter à cette réalité. » ■

MAHDIA BELKADI (ST.)

PARCOURS D'INTÉGRATION

Au-delà de l'accueil de première ligne des migrants, faut-il un travail d'intégration pour ceux qui reçoivent l'asile et un parcours d'intégration obligatoire, comme l'affirmait dimanche le président du MR, Olivier Chastel, à l'ouverture des Estivales de Pairi Daiza, en présence de milliers de militants ? Pour Charles Michel, la Wallonie et Bruxelles doivent suivre l'exemple de la Flandre. Dans les deux Régions du sud, on en parle.

WALLONIE

Les migrants sont demandeurs d'un parcours d'intégration

La Wallonie n'échappera pas à un nouveau débat sur l'organisation d'un parcours d'intégration qui s'imposerait à toute personne d'origine étrangère. Au sud du pays, un décret adopté le 27 mars 2014 rend obligatoire une phase d'accueil personnalisée. Rien de plus. Même si des sanctions administratives sont prévues pour ceux qui feraient l'impasse sur cette étape qui doit être validée par la commune de résidence.

La crise de l'asile aura-t-elle pour conséquence d'imposer l'apprentissage du français ou de mettre en place un accompagnement socio-professionnel spécifique et sur le long terme ? A ce stade, l'arrivée massive de candidats réfugiés n'a pas encore d'impact direct sur les huit centres régionaux d'intégration qui organisent la phase d'accueil : « Les réfugiés arrivent uniquement chez nous quand leur procédure de demande d'asile a abouti », explique Nicolas Contor, le directeur du centre d'intégration du Luxembourg. L'impact sera important si le taux de reconnaissance s'élève subitement en raison de la situation particulière d'un pays d'origine, comme la Syrie par exemple. »

« Nous ouvrons dix ou vingt dossiers par mois », explique Micheline Liébin, directrice du centre d'intégration du Centre qui couvre 26 communes du Hainaut. Il s'agit d'évaluer les besoins du migrant, de guider ces personnes de manière ouverte, de leur proposer une animation sur leurs droits et leurs devoirs en Belgique. Notre démarche est bienveillante, nous ne sommes absolument pas dans une logique de sanctions. »

La philosophie est identique en province de Luxembourg : « Le parcours d'accueil s'organise depuis quelques mois à peine et nous en sommes à une centaine de dossiers ouverts. Mais j'insiste : seuls 25 % de ces cas s'inscrivent dans le cadre de la procédure légale d'accueil. Dans la grande majorité, les personnes d'origine étrangère que nous recevons sont volontaires, dans le cadre par exemple du regroupement familial. »

Ces deux acteurs de terrain formulent un constat identique : la question de l'obligation du parcours n'est pas essentielle. « La grande majorité des gens que nous recevons sont demandeurs d'un parcours qui les aide à prendre pied chez nous, on ne contraint personne », dit Nicolas Contor. « Leur bonne volonté est évidente, ajoute Micheline Liébin. On sent chez eux une avidité à découvrir le pays qui les accueille. »

Par contre, si le parcours évolue (cours de français, formation professionnelle), l'enjeu du financement sera déterminant : « Le parcours d'intégration ne doit pas se mesurer en termes de contrainte, mais en termes de moyens budgétaires et humains. Si l'obligation s'étend, il faudra découpler les moyens, non seulement pour les centres d'intégration mais aussi pour le tissu associatif indispensable sur lequel nous nous appuyons. »

ERIC DEFFET

BRUXELLES

Un premier bureau d'accueil en novembre

Bruxelles à la traîne pour l'encadrement des primo-arrivants ? C'est en tout cas ce que pense le MR régional, dans l'opposition, qui estime qu'après de longues années de discussion, il est plus que temps de mettre sur pied le parcours d'intégration dont l'urgence serait encore, selon lui, renforcée par l'afflux des réfugiés.

A l'heure actuelle, il existe déjà un bureau d'accueil bruxellois d'intégration civique. Baptisé « Bon », il est financé par la Flandre et distille, via la Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC), une série de modules de formation et d'orientation à l'attention d'une centaine de personnes chaque année. Côté francophone, par contre, le dossier tarde à décoller. Un premier bureau d'accueil des primo-arrivants, un Bapa, ouvrira toutefois ses portes en novembre prochain. Un appel à candidatures a été lancé fin mai pour la création d'une telle structure par la Commission communautaire française (Cocof). Plusieurs candidats se sont manifestés, parmi lesquels la Ville de Bruxelles, le duo Schaerbeek-Molenbeek ou l'ASBL Together, à Forest. Le lauréat doit être désigné bientôt. A charge pour lui de proposer une formation de dix heures sur les droits et devoirs des personnes résidant en Belgique, accompagnée d'un bilan personnel, et un programme d'accompagnement. A la clé, un budget d'un million et demi d'euros.

Trop lent, trop peu, estime le MR, qui torpille la mouture actuelle en regrettant que le parcours ne soit pas rendu obligatoire. Or, tuyauterie institutionnelle oblige, seule la Commission communautaire commune (Cocom) peut activer le caractère obligatoire du dispositif. « Le caractère obligatoire est acté dans notre déclaration de politique générale, rappelle le ministre-président Rudi Vervoort (PS). La Cocof ne peut pas légalement rendre ce parcours obligatoire, il faut donc effectivement une ordonnance de la Cocom, nous avons un accord de principe à ce sujet mais il faut encore en fixer les modalités », poursuit-il en écartant les reproches émis par les libéraux. « Notre priorité est donc d'ouvrir le premier bureau pour lequel le projet retenu sera désigné cette semaine, je l'espère, ou la semaine prochaine, sachant qu'il y a encore des intercabinets à ce sujet. Notre volonté est d'en ouvrir un deuxième d'ici la fin de cette législature. Le caractère obligatoire, c'est bien, mais si nous n'avons pas les moyens de le mettre en œuvre, c'est de toute façon passer à côté de l'objectif, il faudra sans doute établir des publics cibles, conclut Rudi Vervoort. Notre objectif prioritaire est, je le répète, de réussir, certes modestement, avec un premier bureau d'accueil. On pourra peut-être dégager des marges une fois que les négociations seront terminées avec la Cocom, mais, ça, on verra. » Quant à la crise des réfugiés actuelle... « Le dispositif n'est pas là pour régler l'urgence, nous sommes dans un processus au long cours. »

PATRICE LEPRINCE

JULIE FERNANDEZ FILLE D'IMMIGRÉS

Le manque de prévoyance du gouvernement pour l'accueil des réfugiés fait bondir la députée socialiste, fille d'immigrés espagnols qui ont fui le franquisme.

« Les mêmes images de détresse, le noir et blanc en moins ». Bouleversée par les cohortes de réfugiés qui attendent dans des camps de transit aux portes de l'Europe, Julie Fernandez Fernandez revoit les images du film *Les chemins de la mémoire*, où des réfugiés espagnols, sur la route de l'exil, sont amassés dans des camps de concentration. La scène se passe en France, à l'hiver 39. « Mes parents ont fui Franco, l'exil actuel des réfugiés syriens ou irakiens, c'est mon histoire », déclare la députée fédérale socialiste qui est montée au front ce week-end pour vilipender les atermoiements du gouvernement.

A 43 ans, celle qui, à Liège, est échevine de l'Etat civil vit la crise de l'asile avec ses tripes. « Elle a une sincérité indéniable compte tenu de son histoire familiale », souligne-t-on au sein de son parti. « Au-delà du manque délibéré de prévoyance de Theo Francken, de la réduction de l'accueil structurel, de la limitation des inscriptions à 250 réfugiés par jour, c'est l'instauration d'un climat de peur à des fins électoralistes qui m'inquiète le plus, poursuit la députée. Pourquoi un parti (NDLR : le MR) qui comporte tant d'amis démocrates attend une semaine pour répondre à un Bart De Wever qui met en cause le statut du réfugié ? Je suis bouleversée. »

A côté du Bruxellois Emir Kir, le PS compte désormais sur cette fille d'immigrés espagnols pour intervenir aujourd'hui sur la politique d'asile. Si elle a débuté en politique en 1996 au cabinet de Laurette Onkelinx, son réel engagement date de 2000, où elle arpente la Cité ardente avec sa nationalité espagnole et une 40^e place sur la liste PS pour les communales. Autant dire peu d'espoirs d'être élue. « Ma mère a fait campagne avec moi et j'ai découvert mon histoire à travers les amis espagnols hébergés à l'époque par ma famille. » En fin de course (aux suffrages), elle est élue, contre toute attente, avec 767 voix. Six ans plus tard, elle double son score. « Elle a du mérite car elle n'est pas issue de la structure du parti », témoigne un camarade. « C'est une fondeuse organisatrice », dit à son propos le député Gilles Foret (MR) qui lui témoigne une amitié au-delà des clivages idéologiques. « Nous partageons une lutte contre les extrêmes et une mise en œuvre concrète de nos idées », poursuit le député qui reconnaît son travail de modernisation de l'administration de l'Etat civil. Dans l'arborescence complexe de la fédération liégeoise du PS, elle est très proche d'Alain Mathot et de Stéphane Moreau. Laïque sans être laïcarde, elle partage la vision d'un Demeyer plutôt favorable aux « aménagements communautaires ». Ainsi, en tant qu'échevine de l'Etat civil, elle a ouvert une nouvelle parcelle dédiée aux musulmans dans le cimetière de Jupille.

Revenons à la politique de l'asile. « Je ne suis pas opposée au caractère obligatoire du parcours d'intégration que propose le MR, poursuit la députée. Mais ce n'est pas l'urgence. Ce qu'il faut, dans l'immédiat, c'est scolariser tous ces enfants qui arrivent et donner davantage de moyens aux structures qui dispensent des cours de français à destination des primo-arrivants. Même avant cette crise, la demande de cours de français n'était pas satisfaite. Et on parle de les rendre obligatoires ! Comme si, d'ailleurs, tous les réfugiés étaient systématiquement suspects d'être des profiteurs et des gens qui n'ont pas la volonté de s'intégrer. » A l'écouter, le combat pour un digne accueil des réfugiés ne fait que commencer.

PHILIPPE BODEUX

Van Bossuyt « Offrir les mêmes droits sociaux, c'est trop lourd »

ENTRETIEN

La N-VA n'adhérera vraisemblablement pas au plan Juncker en matière d'accueil, de répartition des réfugiés et, plus généralement, de gestion de la crise de l'asile en Europe. Du moins, les nationalistes flamands posent-ils une série de conditions, trois essentiellement, qui laissent peu de doutes à cet égard.

Anneleen Van Bossuyt, Helga Stevens, Mark Demesmaecker et Sander Loones, les quatre eurodéputés nationalistes flamands, ont précisé leurs vues lundi matin au siège du parti, rue Royale, à Bruxelles.

Anneleen Van Bossuyt a répondu à nos questions.

Vous posez trois conditions essentiellement pour adhérer au plan Juncker.

Oui. La première : il faut une répartition juste, honnête des réfugiés entre les différents pays euro-

péens, en fonction du nombre d'habitants, de l'effort déjà produit, des flux migratoires, etc. Deux : il faut des points d'enregistrement des réfugiés dans certains pays clés, comme la Grèce, l'Italie, la Hongrie. À côté de l'accueil des demandeurs d'asile, il est nécessaire de veiller aux politiques de retour dans leurs pays pour les migrants économiques. Cela doit

aller de pair avec des contrôles aux frontières de l'Europe, mais aussi aux frontières des différents Etats. Tout cela, pour des frontières efficaces.

Donc des contrôles aux frontières de la Belgique ?

Oui. Actuellement, ces contrôles sont admis uniquement en cas de menace pour l'ordre public. Nous souhaitons que chaque Etat, s'il le juge utile, puisse opérer à ses frontières lorsqu'il y a un afflux disproportionné de réfugiés.

Cet « afflux disproportionné », c'est le cas pour la Belgique ?

Oui.

Troisième condition ?

Actuellement, les règles européennes disent que, dès le premier jour, lorsque la demande d'asile est reconnue, il faut donner aux réfugiés les mêmes droits sociaux

qu'aux habitants du pays où ils sont accueillis. Nous voulons changer cela. Les Etats doivent avoir plus de souveraineté pour leur politique d'intégration civique, d'« activation », de participation.

Bart De Wever avait parlé d'un « statut spécial » pour les réfugiés. Offrir à tous ces gens tout de suite les mêmes droits sociaux, ce n'est pas possible vu leur nombre, et vu les perspectives. C'est trop lourd pour notre système social.

Au Danemark, par exemple, il y a un délai avant de bénéficier pleinement des allocations familiales, c'est une approche possible.

Cela étant, il n'y a pas d'accord à ce sujet dans la majorité fédérale N-VA-MR-CD&V-VLD...

On verra. De toute façon, on ne peut pas modifier cela avec la directive européenne en vigueur aujourd'hui, et c'est elle que nous vi-

sons. Pour le reste, s'il n'y a pas de consensus actuellement dans la majorité, je constate que le VLD y est favorable, que le MR n'est pas fermé ; ceux qui sont vraiment opposés à cela, ce sont les socialistes, mais ils sont dans l'opposition.

Vous oubliez le CD&V.

On verra.

Quid de la limite de 250 dossiers traités quotidiennement par l'Office des étrangers ? Theo Francken a dit que l'on ne pouvait pas aller au-delà...

250, c'est pour nous clairement un maximum.

Retour à l'Europe : vous êtes plutôt Merkel ou Orban ?

Orban fait partie du groupe du Parti populaire européen, qui est celui... d'Angela Merkel. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI

l'accueil des Berlinoï La société civile allemande fortement mobilisée

BERLIN

DE NOTRE CORRESPONDANT

C'est pour aider ?, demande-t-on à la porte d'entrée du centre d'accueil. *« Allez au bâtiment R. On vous dira quoi faire »*. Dans ce grand complexe de bâtiments de briques rouges, un ancien hôpital à Berlin Moabit, les voix s'élèvent parmi les milliers de réfugiés venus des Balkans, d'Afghanistan, d'Irak ou de Syrie. *« Y a-t-il quelqu'un qui parle le serbe ? »*, crie un jeune étudiant allemand. *« Pour les soins, c'est le bâtiment C »*, lâche une étudiante en train de sélectionner des habits dans des cartons. *« Et pour les dons, c'est sous la tente ! »*, ajoute-t-elle.

« Sans la société civile, nous n'aurions pas pu relever l'énorme défi dont parle Madame Merkel », insiste Laszlo Hubert, l'un des responsables de l'association d'aide de Berlin « Moabit Hilft ! ». *« On dit que les Berlinoï ont une grande gueule. Mais ils ont aussi un grand cœur »*, ajoute-t-il en souriant. Et il y a beaucoup de monde dans ce centre situé à seulement deux kilomètres de la chancellerie. *« Nous sommes là depuis 6 semaines déjà. Et le rythme des arrivées continue de s'accélérer. Il est trois fois plus important que début août. C'est un travail de titan »*, ajoute-t-il.

Les réfugiés restent calmes. *« Ils sont contents d'être arrivés en Allemagne. Au bout de la route des Balkans »*, explique Omar, un Syrien de 23 ans arrivé de Damas il y a deux mois après 16 jours d'un périple dangereux et épuisant à travers l'Europe. Il est devenu lui-même bénévole au centre. Tous les réfugiés peuvent entrer et sortir du centre sans aucune autorisation ou contrôle. Il n'y a aucune présence policière. Les repas sont servis à la sauterie à ceux qui le demandent. Il n'est pas nécessaire de s'identifier. Un centre médical a été improvisé dans un bâtiment avec, à côté, une crèche provisoire pour les enfants.

70.000 réfugiés

Beaucoup d'étudiants sont venus aider, comme Heiko, débarqué ici il y a deux semaines. C'est encore les vacances universitaires. *« J'étais à Amsterdam. J'ai entendu la nouvelle à la radio. J'ai fait ma valise immédiatement pour*

revenir à Berlin et proposer mon aide. C'était une évidence », raconte-t-il. Comme lui, des milliers d'Allemands se mobilisent à travers tout le pays. Selon le ministère fédéral de l'Intérieur, il faudra accueillir 800.000 réfugiés cette année, 70.000 pour la seule ville de Berlin. *« Nous avons de vraies brigades de bénévoles qui distribuent la nourriture partout dans le quartier à 30 endroits différents », explique Laszlo Hubert. Le problème, c'est que l'administration ne suit pas le rythme. Certains réfugiés ont des bons de 50 euros pour une nuit d'hôtel. Mais on les refuse parce que l'administration tarde à payer ces bons »*.

Ils sont en effet plus de 1.000 réfugiés à attendre calmement devant la tour administrative de Berlin-Moabit dans une queue qui fait au moins 200 mètres de long. A l'extérieur, on a installé un grand écran où défilent les numéros d'attente : V124, V125, V126,

etc. *« Les gens font la queue pendant deux à trois semaines avant de savoir dans quelle région ils pourront s'installer », explique le Syrien Omar. Le problème de tous ces gens, c'est de trouver un endroit pour dormir »*, ajoute-t-il.

A Munich, ce week-end, plus de 20.000 réfugiés ont été accueillis sous les sourires et les applaudissements des habitants, avec, comme cadeaux, des bretzels et

des peluches pour les enfants. Les groupes d'aide, des associations et des fondations en faveur des réfugiés se créent partout en Allemagne. *« Les Allemands se portent bien et ils le savent. D'une certaine manière, cet élan de générosité est l'expression de notre force »*, analyse Wolf Lepenies, sociologue et professeur émérite de l'Université berlinoise FU. Merkel l'a répété hier : la situation économique et financière du pays est bonne et permet aux Allemands de relever ce « défi humanitaire sans précédent ».

« Par ailleurs, nous constatons une sorte de contre-réaction face aux attaques contre les centres de réfugiés. Les gens se disent : c'était comme ça dans le passé en Allemagne. Cela ne doit plus jamais se produire », ajoute le sociologue. D'autre part, il y a déjà en Allemagne des millions de citoyens d'origine étrangère et notre mobi-

lisation pour accueillir de nouveaux migrants montre aussi que l'intégration fonctionne beaucoup mieux que nous le pensions », dit-il.

« Je ne suis pas surpris par la volonté d'aider des Allemands », insiste l'historien Etienne François, co-fondateur et ancien directeur du centre Marc Bloch à Berlin. « Presque chaque famille a un passé de réfugiés. Pensez aux 12 millions d'Allemands expulsés de l'Est après la guerre et les millions de fugitifs est-allemands pendant le Mur », dit-il. En revanche, l'am-

pleur de la mobilisation actuelle est surprenante ». Et pour l'historien qui vit depuis longtemps en Allemagne, la mobilisation est l'expression d'une « vraie solidarité » et non pas d'un quelconque « intérêt économique ».

Vélos et livres en cadeaux

Les Allemands offrent des vélos, des livres, donnent des cours de langue et tout ce dont peuvent avoir besoin les réfugiés. Les journalistes de la télévision publique se sont engagés personnellement dans ce défi national avec des messages de soutien. *« Les réfugiés ne sont pas une catastrophe naturelle mais des gens comme vous et moi », dit Caren Miosga, la présentatrice du grand journal télévisé de l'ARD. « L'Allemagne peut être fière de l'image qu'elle donne d'elle-même », a déclaré Sigmar Gabriel, le vice-chancelier,*

en annonçant hier six milliards d'euros supplémentaires pour la prise en charge des demandeurs d'asile et des réfugiés.

Angela Merkel a le soutien de la population mais aussi de la gauche allemande (qui fait partir de son gouvernement). Sans les sociaux-démocrates (SPD), la chancellerie ne pourrait pas mener

une telle politique d'accueil. L'aile droite de son parti l'attaque sur la gestion de la crise. *« Cela ne pourra pas durer comme ça trop longtemps », a martelé Horst Seehofer, le patron de la CSU, branche*

bavaroise de la CDU.

Sur les Balkans

Merkel veut même ouvrir le marché du travail aux ressortissants des Balkans (Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Albanie, Kosovo et Monténégro), du moins pour ceux qui pourront justifier d'un contrat de travail ou d'apprentissage. Elle répond ainsi à un appel des milieux économiques allemands qui espèrent combler une pénurie de main-d'œuvre avec les réfugiés les plus

qualifiés. Ce week-end, le patron de Daimler-Benz (Mercedes) a répété qu'il cherchait de la main-d'œuvre. *« C'est justement ce genre*

de personnes dont nous avons besoin », a-t-il déclaré.

Malgré un élan de générosité sans précédent, les Allemands se posent néanmoins déjà la question de l'intégration.

L'arrivée de tous ces migrants va « changer l'Allemagne », a prévenu hier la chancellerie Angela Merkel en s'adressant à ses concitoyens. *« Et nous voulons que ce changement s'effectue d'une façon*

positive », a-t-elle insisté alors que les attentats contre des centres de réfugiés sont pratiquement quotidiens.

« L'opinion publique peut se retourner à tout moment », craint en effet Laszlo Hubert, le responsable de l'association d'accueil des réfugiés. « Pour l'instant, nous avançons. Il faut gérer. Ils sont 800.000 à venir chez nous sur une population de 80 millions en Allemagne. Nous allons relever ce défi », promet-il avant de dispa-

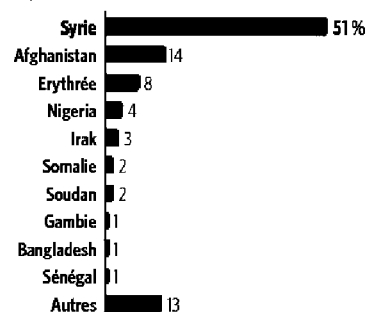
raître sous une tente. ■

CHRISTOPHE BOURDOISEAU

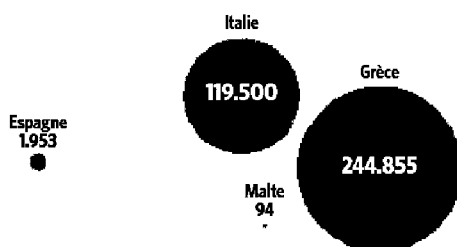
Réfugiés et migrants arrivant par la Méditerranée

Plus de la moitié de ceux qui arrivent en Europe par la Méditerranée, fuient la guerre en Syrie

Top 10 des nationalités (en %)



Arrivées dans les pays*



*au 31 août 2015

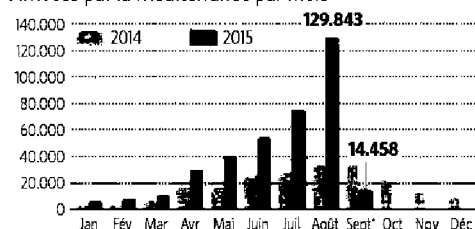
Bilan*

366.402 arrivés par mer
2.800 morts/disparus
80 % proviennent des 10 pays les plus générateurs de réfugiés

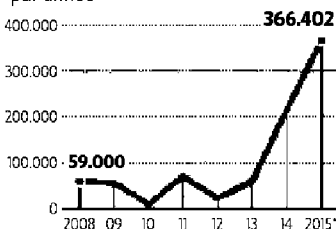
Démographie



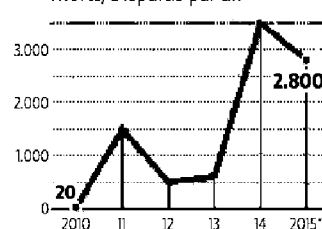
Arrivées par la Méditerranée par mois



par année



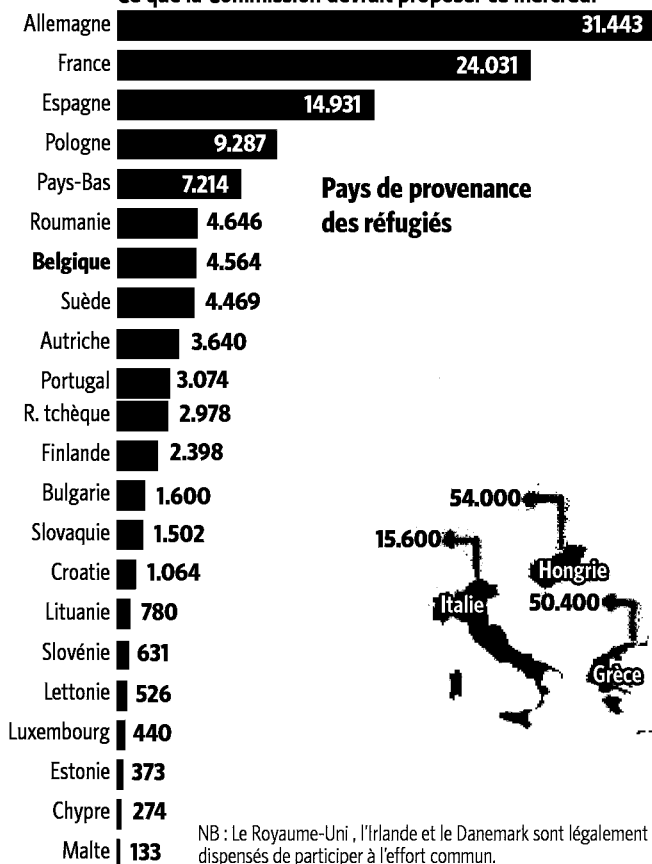
Morts/Disparus par an



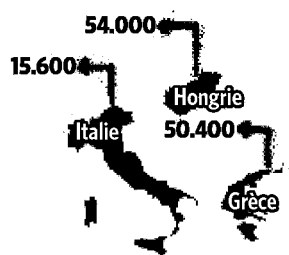
Clé de répartition des 120.000 réfugiés

LE SOIR - 08.09.15
Source : De Volkskrant

Ce que la Commission devrait proposer ce mercredi



Pays de provenance des réfugiés



NB : Le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark sont légalement dispensés de participer à l'effort commun.

quotas En attendant Juncker, les idées fusent...

En attendant le conseil des ministres du 14 septembre à Bruxelles, qui réunira les ministres de l'Intérieur de l'Union européenne, et qui pourrait s'avérer décisif en ce qui concerne notamment la répartition des réfugiés entre les différents Etats, les idées volent à cet égard, et le débat sur les « quotas » est lancé : voir les chiffres divulgués lundi par plusieurs médias européens, relatifs aux intentions de Jean-Claude Juncker, président de la Commission, qui doit s'exprimer sur le sujet mercredi devant le Parlement européen. En l'occurrence, les Etats membres s'engageraient à se répartir 120.000 nouveaux réfugiés. En attendant, la Belgique s'est accordée avec l'Allemagne pour accueillir 250 « réfugiés de guerre ». Le débat est lancé, disions-nous ? Entre les gouvernements des différents Etats certai-

nement, également au sein de notre majorité fédérale...

Chacun sa responsabilité

Rue de la Loi, l'on précise que rien n'est écrit, et qu'en fait de quotas, chacun devra assumer ses responsabilités sur la base notamment des efforts déjà consentis. Inutile de dire qu'au sein de la suédoise, la N-VA n'est pas la formation la plus à l'aise. Au cabinet du secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, Theo Francken, on se refusait hier à confirmer ou commenter ces chiffres, mais l'on pointait d'emblée trois conditions à l'adhésion de la Belgique : une répartition équitable des réfugiés à travers l'Europe, avec instauration de « hotspots » fermés, des centres d'accueil et de tri des migrants ; une solidarité socio-économique,

par exemple en suspendant des aides agricoles aux Etats qui refusent d'assurer la solidarité d'accueil ; un soutien accru à l'accueil des réfugiés dans des pays voisins de la Syrie. Des conditions pas insurmontables, sauf qu'elles s'ajoutent à celles formulées en matinée lundi par les eurodéputés de la N-VA (lire par ailleurs), beaucoup plus raides quant à eux : il faut, selon eux, des contrôles aux frontières de l'Europe mais aussi aux frontières des Etats, donc de la Belgique, ainsi qu'un « statut spécial » pour les réfugiés, avec des droits sociaux réduits... L'afflux des réfugiés fait monter la tension dans la suédoise. La N-VA chauffe.

Le Royaume-Uni est juridiquement dispensé de participer à l'effort de répartition des réfugiés. A Londres, ce lundi, le Premier ministre David Cameron a annoncé

cependant que son pays était prêt à accueillir « 20.000 » réfugiés syriens au cours des cinq prochaines années, « face à l'ampleur de la crise et à la souffrance du peuple syrien. En agissant ainsi, nous continuerons à montrer au monde la compassion extraordinaire de ce pays », a-t-il ajouté.

La diversité de l'Europe éclate au grand jour avec cette crise. Dimanche, le président tchèque, Miloš Zeman, appuyait la pétition lancée par son prédécesseur, Vaclav Klaus, qui dénonçait les « risques et menaces découlant d'un mélange artificiel des nations, cultures et religions disparates ». Hier, c'est le ministre chypriote de l'Intérieur qui faisait savoir que son pays accepterait 300 réfugiés, mais « nous préférons qu'ils soient chrétiens orthodoxes... » ■

D.C. et M.Li